

# ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



AZB 4001 Bâle  
Forum Civique Européen, 4001 Bâle  
Post CH AG

*Sans titre, de Lyubov Panchenko (1938-2022), militante pour la préservation de la culture et des arts ukrainiens. Elle est morte de faim à Bucha en raison de l'invasion russe de l'Ukraine cette année.*

## UKRAINE

# Nouvelles de Transcarpatie

Salut chères ami·es, proches et lointain·es,

Après une longue pause, voici une autre lettre d'Ukraine, en guerre depuis 7 mois et demi. C'est une drôle de vie.

### Quelques nouvelles locales

Le refuge au village est en construction, au mois de novembre il doit accueillir ses premières personnes déplacées. Deux amis arrivent ce week-end d'Allemagne pour construire un poêle de masse dans la vieille maison retapée par nos ami·es de Louhansk qui y habitent déjà et sont de bonne humeur. C'est urgent que le poêle soit construit rapidement car les températures commencent à baisser. En général, on n'observe guère d'arrivée de nouveaux réfugié·es, mais cela pourrait changer, avec l'arrivée du froid justement. Il y a toute une série de reconstructions dans la région pour en accueillir davantage pendant l'hiver, et les administrations scolaires sont avisées de se préparer à l'arrivée de milliers de réfugié·es. Actuellement, trois établissements scolaires de notre communauté de communes hébergent encore 58 réfugié·es, contre 800 au printemps dernier. Les gens qui restent sont les plus démunis, vieux, malades, etc. Seules deux personnes parmi eux travaillent, dans une usine de câbles à Khoust. Notre jeune verger (plus de 10ha de pommiers

haute-tige, encore petits) a survécu à la plus grande sécheresse des dernières décennies. Mais ici aussi, la guerre se fait sentir. Plusieurs spécialistes qui nous aidaient dans ce projet ne sont plus disponibles. Notre ami expert des sols et un technicien d'embouteillage du coin sont au front, un agronome-pomologue est parti comme volontaire à Poltava. Il faut se débrouiller. Peu importe, une bonne récolte de pommes s'annonce. Notre saison commence le 18 octobre et jusqu'au 12 novembre à peu près, nous allons produire le plus possible de jus et de cidre. Quant aux bouteilles, nous avons la chance d'avoir un stock suffisant, car c'est actuellement impossible d'en acheter. L'usine qui se trouvait à Hostomel (une banlieue de Kyiv) a été entièrement détruite au mois de mars. Une des rares cidreries d'Ukraine, Berryland près de Kyiv, a été également détruite en mars, l'entrepreneur et sa famille ont trouvé refuge en Slovaquie. Information pas du tout locale mais proche, N., notre amie tatare de Russie, a réussi à aider son frère qui habite Moscou à quitter le pays avec

le dernier vol possible vers Bichkek, capitale du Kirghizistan. Sa femme et les deux enfants doivent suivre. La perversité de la mobilisation russe ne connaît pas de limites. Particulièrement révoltante est la mobilisation forcée des Tatares de Crimée. Il faut craindre le pire pour eux, suivant l'exemple du sort des recrutes du Donbass occupé, envoyés immédiatement au front comme chair à canon. Cela ne changera pas le cours de la guerre mais c'est une méthode supplémentaire pour terroriser des populations indociles.

### Les médias internationaux ont pris note...

... de l'avancée de l'armée ukrainienne dans les régions de Kharkiv (Izioum, Koupiansk, Lyman), et plus récemment encore à Kherson et dans la région de Louhansk, de la libération de 215 prisonnier·es de guerre ukrainien·es, cette fois-ci assez favorable à l'Ukraine qui a réussi à monnayer à très bon prix l'oligarque le plus détesté du pays, Victor Medvedtchouk, et de la «mobilisation partielle» en Russie qui provoque l'exode de plusieurs centaines de milliers d'hommes et de familles entières de la Fédération Russe, surtout vers l'Asie centrale. Par contre, il semble que les massacres des civil·es par des tirs de missiles délibérés suscitent de moins en moins l'attention des médias occidentaux, tout comme les récits sur la torture et les exécutions sommaires pendant l'occupation, dans les territoires récemment libérés. À l'Est, rien de nouveau?

## Et encore

Poutine et ses acolytes menacent d'utiliser l'arme nucléaire ici en Ukraine, et nos médias donnent des conseils sur comment se comporter dans ce cas-là. Or il me semble que nous sommes trop occupés pour y prêter attention. En plus, nos gens aiment l'humour noir. En cas d'une explosion atomique, disait un ami hier, il ne suivra pas les instructions de se coucher à terre ou de se cacher dans un abri. Au contraire il se tiendra bien droit et regardera en face le champignon nucléaire pour bien profiter du spectacle avant de mourir de toute façon. Quel privilège! Notre ami défenseur des droits humains, Maxime Boutkevitch, est emprisonné depuis plus de trois mois. Début septembre, on lui a enfin permis d'appeler ses parents pendant quelques minutes. Les militaires russes sont en train de monter contre lui une procédure criminelle dont il ne connaît pas les détails. Il a appris qu'ils voudraient l'échanger contre l'un de leurs officiers, capturé pendant l'offensive russe vers Kyiv au début de la guerre. Au téléphone, Maxime disait qu'il ne se plaignait de rien, ce qui ne veut pas dire grande chose évidemment, mais au moins il est vivant et ses proches ont retrouvé un peu d'espoir. À l'instant, j'apprends qu'une amie à Berlin a eu l'occasion de parler de Maxime au président allemand Frank-Walter Steinmeier et il semble que celui-ci veuille prendre l'initiative pour sa libération. Toutes les initiatives du réseau de solidarité se font en concertation avec les parents et les proches. Le chef du renseignement militaire de l'Ukraine, Kyrylo Boudanov a récemment informé qu'un échange de «tous contre tous» serait en négociation. La libération de 215 soldats ukrainiens fin septembre a suscité une vague d'enthousiasme dans le pays, peut-être même plus que la libération des territoires occupés dans le Nord-Est. C'était d'autant plus important que beaucoup avaient ressenti l'emprisonnement des défenseurs d'Azovstal comme une trahison du sommet de l'État. Je n'ai pas trouvé d'informations fiables sur le nombre d'otages ukrainiens actuel. Et encore à ce sujet, avez-vous vu ce militaire libéré, tout maigre et avec le bras droit nettement plus court que l'autre? Alors imaginez que ce type, dans le civil, est musicien, il joue de la guitare basse, et il est d'un optimisme indémodable. Il y a vraiment beaucoup de gens ici qui donnent du courage et de la confiance en l'avenir de l'humanité.

## Au front et dans les territoires libérés

Pour comprendre ce qui se passe au front, il s'avère que les blogueurs russes sont nettement plus rapides et loquaces que les sources ukrainiennes. Aussi ça devient rigolo de regarder les extraits des talkshows russes. Mise à part l'hystérie habituelle «Massacrions-les tous!», on voit qu'ils perdent petit à petit leur contenance: «Où sont nos tanks? Où était notre aviation?!» et «Il faut envoyer tous ces généraux incapables, pieds-nus au front!» Est-ce qu'un jour ces gens vont se retrouver

devant un tribunal, comme les fanatiques de la Radio des 1000 Collines du Rwanda? Il n'y a pas que le front. Les massacres de civils continuent sans cesse. Un ami qui travaille pour une organisation de soutien aux réfugiés à l'Est a été particulièrement révolté par le tir de plusieurs missiles sol-air (!) sur un convoi humanitaire près de Zaporijjia, qui a tué plus de 30 personnes et blessé un grand nombre de civils. Ce qui est commun à ces tirs de missiles, c'est qu'ils n'apportent strictement rien à l'occupant en termes militaires, le seul but étant de terroriser la population. Nous avons plusieurs amis qui enquêtent dans les territoires récemment libérés et rassemblent les témoignages sur les tortures, les assassinats, les viols, les vols, etc. Le photographe Sasha Glyadyelov revient de l'est de Kharkiv. Il a été choqué par la quantité de matériel militaire abandonné, par le paysage rempli d'objets dangereux, et par toutes les destructions.

## Le social

La Hryvna a perdu 30 % de sa valeur depuis le début de la guerre, mais ni les salaires ni les retraites n'ont suivi, sans parler des gens qui vivent de l'aide sociale de l'État. Au moins, les stations d'essence sont constamment fournies et le prix des carburants reste stable, environ 1€20. L'État survit grâce au soutien de l'Occident et du FMI. Les amis dans les administrations racontent que c'est le chaos. Dans l'enseignement, par exemple, l'argent alloué depuis des mois n'arrive tout simplement pas. La guerre dévore toutes les ressources, pourtant là aussi, l'État ne couvre pas, et de loin, tous les besoins. Actuellement, les volontaires collectent notamment pour acheter des vêtements chauds pour l'armée. Il y a d'innombrables initiatives de soutien, et il n'y a aucun doute que ce n'est que grâce à elles que l'Ukraine a réussi à résister ces 7 derniers mois. Parmi les résultats des plus spectaculaires, l'un des grands fonds privés a récemment acheté un satellite turc qui permet de plus facilement discerner les positions adverses. Un blogueur collecte, à la demande de ses amis au front, pour l'achat de deux containers frigorifiques pour y entreposer les morts au combat, information ahurissante. Dans un prochain message je vous écrirai un peu plus sur le travail fabuleux de nos amis du Comité d'Aide Médicale Transcarpatie (CAMZ) à Ouhhorod. Elles ouvrent prochainement deux centres d'accueil pour personnes déplacées dans la région, dont un plus spécialement pour des personnes handicapées. Et elles ont distribué des centaines de tonnes d'aide humanitaire et d'immenses quantités de médicaments aux structures médicales dans toutes les régions du pays. Or, tout ça se fait sans le moindre contact avec les autorités de la région, déduisez-en ce que vous voulez. Peut-être faut-il aussi que j'écrive sur la vie hors de la guerre. Il y a, pas de surprise, du bon et du mauvais: la réforme de la Justice qui fait des pas timides mais très importants, la

destruction du Code du travail, absurde à mes yeux, la corruption à tous les niveaux, malgré la guerre, et la concentration du pouvoir, notamment dans le domaine énergétique, par la clique du chef de l'administration de Zelensky. Il y aura, après cette guerre, de nouveaux super-riches dans ce pays. Pourtant je reste optimiste et compte sur tous ces gens qui ne se laisseront pas abuser.

## Une des innombrables initiatives

Au centre de la ville de Poltava (sud-est de Kyiv), une initiative locale a défriché une ancienne jardinerie municipale (0,6ha) pour la transformer en potager pour les personnes déplacées. S'y sont associés de nombreux volontaires et d'ores et déjà, des légumes ont été récoltés et distribués dans les centres d'accueil pour réfugiés. La saison va vers sa fin, bien sûr, mais pour l'année prochaine, les volontaires sont bien motivés d'en faire plus. Poltava est une région très fertile avec des sols fabuleux. S'y trouvent des dizaines de milliers de réfugiés. Prochainement nous allons nous remettre en route pour rencontrer différentes initiatives au centre et à l'est de l'Ukraine.

Jürgen Kraeftner  
Membre FCE - Ukraine



Peuplier, Lyubov Panchenko

**Archipel**  
Mensuel bilingue (F/D)  
édité par le Forum  
Civique Européen

**France:**  
St Hippolyte, F-04300  
Limans  
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98  
fr@forumcivique.org

**Autriche**  
Lobnig 16  
A-9135 Eisenkappel/Železna Kapla  
Tél: 43 (0)42 38 87 05  
at@forumcivique.org

**Allemagne:**  
Ulenkrug, Dorfstr. 68  
D-17159 Stubbendorf  
Tél: 49 (0)39 959 23 881  
de@forumcivique.org

**Suisse:**  
Boîte postale 1848,  
CH-4001 Bâle  
Tél: 41 (0)61 262 01 11  
ch@forumcivique.org

**Ukraine:**  
vul. Peremogi 70  
UKR-90440 Nijne Selischche,  
Tél: 00380/31 42 512 20  
ua@forumcivique.org

Novembre 2022 - Nr. 319 - Prix d'û n : 4 euros/7FrS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS - Commission paritaire\*N AS 75136 - ISSN 1247-8490  
Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - [www.forumcivique.org](http://www.forumcivique.org)

# Coup dur pour EDF, nouvelles de l'Isthme de Tehuantepec

En décembre 2020<sup>1</sup>, nous vous informions de la lutte de la communauté autochtone zapotèque d'Union Hidalgo, annexe de la communauté agraire de Juchitán, État de Oaxaca. Il s'agissait de lutter contre le méga projet éolien *Gunaa Sicaru* (belle femme en zapotèque) de 115 éoliennes, porté illégalement par l'entreprise française EDF sur 4700 hectares de leurs terres communales. Un collectif Stop EDF Mexique<sup>2</sup> s'était constitué pour accompagner et soutenir leur voix en Europe.

À l'automne 2021, le FCE a soutenu financièrement cette initiative pour permettre d'organiser une tournée d'information et de soutien en Europe d'une délégation de *comuner@s*<sup>3</sup>. Nous les avons accueilli-es trois jours dans notre coopérative de Grange Neuve en Provence.

Un recours devant le tribunal judiciaire de Paris était en cours, porté par l'Assemblée des *comuner@s* d'Union Hidalgo et deux Associations mexicaines de défense des droits humains, pour faire respecter le «devoir de vigilance» de l'entreprise EDF<sup>4</sup>, notamment de son non respect de la mise en place d'une consultation publique «libre, préalable et informée», conforme à la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail signée par le Mexique.

Aujourd'hui, nous recevons des nouvelles fraîches et encourageantes par un communiqué<sup>5</sup>:

«Après l'annulation des contrats de fourniture d'électricité à EDF par la Commission Fédérale d'Électricité (CFR), le Secrétariat de l'Énergie (SENER) du gouvernement mexicain a notifié au juge de district de Oaxaca de clôturer le processus de consultation du projet d'EDF, celui-ci étant devenu sans objet. Nous demandons aux autorités mexicaines de donner la priorité au respect du décret fédéral du 17 juin 1964 qui reconnaît le patrimoine territorial du noyau agraire de Juchitán et de ses annexes, publié au journal officiel le 13 juillet de cette même année. Nous appelons à éviter le changement de régime foncier et sa privatisation avec des mécanismes trompeurs et frauduleux, où la terre devient une marchandise et cesse d'avoir un lien avec la vie. Cette réalité accroît la convoitise et la dépossession du territoire par les locaux et les étrangers, mettant en danger le patrimoine territorial et ses réserves naturelles, au détriment des générations futures».

## Mais la lutte n'est pas terminée

Cette volte-face du gouvernement AMLO (Andres Manuel Lopez Obrador) n'est pas une conversion soudaine de soutien inconditionnel aux peuples autochtones.

AMLO a récemment échoué au Parlement dans son projet de réforme du système électrique vers une renationalisation du secteur, afin de freiner les projets privés des grandes multinationales qui profitent majoritairement du réseau électrique national.

Mais le méga projet de « Couloir interocéanique », ou « Trans-isthmique » qui relierait l'Océan Atlantique et l'Océan Pacifique, lui, reste d'actualité. Depuis longtemps, l'actuel

canal de Panama est saturé, et la construction d'un deuxième canal est à l'étude. Ce méga projet, ou « canal sec », est une liaison terrestre multimodale imaginée par les États-Unis et le Mexique, ferroviaire, routière et aérienne, accompagnée de multiples projets « néocoloniaux ». Les routes et voies ferrées sont aussi un moyen de « militariser » cette zone maya, zapatiste rebelle, qui échappe au gouvernement mexicain. Le projet prévoit deux gazoducs et une dizaine de parcs industriels nécessitant beaucoup d'énergie, d'où la création de nouveaux parcs éoliens dans cet Isthme très venté.

Le projet ferroviaire « Train Maya » de 1500 km, destiné à désenclaver et « touristifier » le territoire maya du Sud-Est, à apporter la « modernité » en quelque sorte à ces populations « sous-développées », représente aussi une grande menace contre laquelle ces dernières s'opposent.

## Les *comuner@s* appellent à la vigilance

Il est sûrement à craindre que l'entreprise EDF conteste ces deux décisions, tente de poursuivre malgré tout son projet, ou demande des indemnités à l'État mexicain.

Norberto Altamirano, porte-parole de l'Assemblée des *comuner@s* et membre de la délégation venue en Europe l'automne dernier, a souligné que « s'il est vrai que le Sener a demandé l'annulation de la consultation indigène, 4500 hectares de terres communales restent situés sur des propriétés privées qu'EDF a louées illégalement aux villageois pour son projet, mais la destination finale de ces terres est inconnue. Ces terres ont dû passer par une chaîne d'incohérences et d'illégalités entre autorités municipales, notaires publics et autres fonctionnaires de Oaxaca afin de leur ôter leur valeur agraire et leur caractère communautaire. Aussi notre combat consiste-t-il à leur rendre leur caractère agraire et communautaire, et à faire revivre la milpa<sup>6</sup>. » Il a rappelé que « Union Hidalgo est une annexe de la communauté agraire de

Juchitán qui couvre 68.000 hectares selon le décret présidentiel de 1964<sup>7</sup>, mais qui dans les années 1970 et 1980 a connu une hargneuse répression de la part des propriétaires terriens qui ont provoqué un conflit sur le territoire, tout en favorisant une privatisation illégale de la terre. Ce que nous voulons, c'est la reconnaissance de ces terres privées en terres communales, qu'elles reviennent à leur statut d'origine, c'est notre plus grande préoccupation du moment ».

Andrea Manzo, femme *biniza* défenseuse des terres communales et membre de la délégation venue en Europe, souligne que « bien que le Secrétariat de l'énergie a annoncé l'annulation de la poursuite de la consultation, il y a un différend sur la terre et le territoire à Union Hidalgo. Nous cherchons la reconnaissance intégrale du caractère communal et d'usage agricole de la terre. Ce n'est pas seulement un appel aux personnes qui ont un statut privé de la terre, mais aux hommes et surtout aux femmes qui sont à l'intérieur du territoire, celles et ceux qui marchent et vivent dessus. Ce sont des terres communes, et nous avons toutes le droit d'en prendre soin et de les respecter ».

La défense de la terre est une obligation pour tous et toutes. Plus jamais une communauté indigène sans conscience sociale et ignorante de ses droits. Mettons fin à la dépossession des terres communales de Juchitán et de ses annexes.

Jacques Berguerand

Le 17/10/2022

Membre de la Coopération Européenne

Longo mai

1. Voir « Mexique: Stop EDF, non à l'écologie coloniale », publié dans Archipel N°298 de décembre 2020.

2. Pour plus d'infos, voir « Stop EDF Mexique » sur facebook, ou s'abonner à la newsletter par mail <stopedfmexique@riseup.net>.

3. Membres actifs participant aux assemblées agraires liées aux terres communales. Membres de la communauté originelle (les chefs de famille) dont le territoire a été juridiquement reconnu par l'État. Titulaires d'un terrain communal.

4. Loi sur le devoir de vigilance des multinationales françaises, juridiquement contraignante, votée en France en 2017. Depuis octobre 2020, la communauté d'Union Hidalgo, ainsi que deux associations mexicaines de défense des droits humains ont entamé un litige transnational devant les tribunaux civils de Paris. D'importantes victoires y ont été obtenues, comme la reconnaissance de la compétence de cette juridiction, et la confirmation que la responsabilité incombe à EDF, compagnie mère. Toutes ces victoires font de ce processus de litige le premier de ce type entrepris par une communauté autochtone dans les Amériques.

5. Voir la totalité du communiqué, en espagnol, sur la page facebook « Stop EDF Mexique ».

6. Technique agricole mixte de cultures complémentaires, dite des trois sœurs, elle représente les trois principales cultures pratiquées traditionnellement par diverses communautés autochtones d'Amérique du Nord, centrale, et du Sud: la courge, le maïs et le haricot grimpeur.

7. Le caractère communal de ces terres a été reconnu de plein droit officiellement, et confirmé par « la Résolution Présidentielle » du 13 juillet 1964 concernant la « Titularisation des Biens Communaux ».

## ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande ....N°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: ..... Adresse: .....

Pays: ..... Profession/Organisation: .....

Téléphone: ..... Mail: .....

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40\_8523-5 - St Johanns-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

# Vers un automne perse?

**Le meurtre de Mahsa Amini, le 16 septembre dernier, par la police des mœurs a embrasé le pays, devenant le symbole de la situation chaotique, oppressive qui n'a fait que s'accroître depuis l'arrivée de Khamenei au pouvoir.**

Si, depuis la France, de nombreuses voix s'élèvent en soutien à cette révolte, soulignant tantôt le courage tantôt l'énergie de la jeunesse iranienne, «*ce n'est pas le courage mais le désespoir qui les anime*» – selon la journaliste Sarah Doraghi et la répression qui croît à mesure des contestations ne laisse présager rien de bon.

Si les premières protestations se sont concentrées autour du fait de porter ou non le voile, les enjeux sont au fond beaucoup plus complexes. Le voile est aujourd'hui un drapeau, bien plus qu'un simple tissu qui recouvre les cheveux des femmes, il est le symbole d'un système écrasant, humiliant et dominateur. Et c'est bien ce symbole de domination que la population toute entière brûle aujourd'hui dans les rues de l'Iran. Le slogan «*femme, vie, liberté*» nous dit que tout dépend de ce système hiérarchique où la domination sexiste permet également la domination des hommes et, de fait, de l'ensemble de la population, sous couvert de religion.

«*Or l'idéologie islamiste n'est pas l'Islam. En imposant la charia, la religion comme loi, le pouvoir devient de fait fascisant, totalitaire et antidémocratique car les individus ne sont plus sujets politiques mais sujets de dieu*». Selon la sociologue Chahla Chafiq<sup>1</sup>, il s'agit aujourd'hui d'un régime post-totalitaire puisque «*même ceux qui ont impulsé cette idéologie n'y croient plus*». En effet – particularité de l'Iran au Moyen-Orient – l'athéisme y est de plus en plus répandu. Une sorte d'aversion épidermique face à la religion comme outil d'asservissement, derrière lequel se cache le pouvoir. Une espèce d'exploitation cynique du religieux à des fins politiques, où, faute d'agir pour une population vivant pour plus de la moitié en dessous du seuil de pauvreté, il se pose en garant d'un salut dans l'au-delà. Dans un même temps, le pouvoir «*militaro-religieux*» dilapide les richesses du pays pour servir son

idéologie géopolitique. Toujours selon Chahla Chafiq, dans les années 1980, certains libéraux de gauche obnubilés par l'idée de l'Occident dominateur ont fait l'erreur de ne pas analyser la force fascisante de l'islamisme.

Khomeini, après avoir joué de l'anti-impérialisme et de cette défiance envers l'Occident a doté le pays d'organes militaires parallèles qui n'ont pas hésité à massacrer, emprisonner, dissoudre tout groupe s'opposant ou critiquant le régime. Dès 1979, le corps des gardiens de la révolution islamique était mis en place, plus de 130.000 hommes sur lesquels l'armée régulière du régime n'a aucune prise. Un organe qui a entre les mains nombre de secteurs clefs tels que le pétrole, les ports, des entreprises du bâtiment, de la construction navale et des télécommunications. D'autre part, les *bassidjis*<sup>2</sup>, formés dès le plus jeune âge, sont infiltrés dans toutes les strates de la société. Une sorte de milice invisible en somme, encore plus cruelle que la police politique à l'époque du Shah. Conscient-es de l'importance d'Internet et de son utilisation par l'opposition<sup>3</sup>, les *bassidjis* essaient de former leurs propres blogueurs, et d'asseoir leur influence sur les réseaux. Iels déploient principalement leurs forces lors de rassemblements progouvernementaux. Pour exemple en mars dernier, des milliers de jeunes filles *bassidjis* se sont réunies pour demander des actions contre les filles qui portent mal le voile islamique.

Internet a un rôle central dans ce mouvement. Il est le moyen par lequel toute une jeunesse a pu construire un imaginaire de liberté, un espace où les pseudonymes permettent de s'exprimer malgré la censure. Mais c'est aussi via les réseaux sociaux que les mobilisations s'organisent et se maintiennent. Le pouvoir coupe régulièrement l'accès à Internet, tentant de s'inspirer de son soutien chinois pour

un «*internet national*». La population a besoin de ce porte-voix pour communiquer au monde l'atrocité qui est en train de se produire. Car il s'agit d'un peuple à mains nues face à un pouvoir armé jusqu'aux dents.

Contrairement aux précédents soulèvements, en ville comme en campagne, toutes les classes sociales sont mobilisées et c'est aujourd'hui l'ensemble de la population qui s'oppose à ce régime, une population dont, pour rappel, 70% a moins de 30 ans. Et si ce sont bien les femmes qui ont initié la révolte, les hommes les ont rapidement rejointes. Chaque jour, de nouveaux moyens de lutte et de solidarité s'inventent pour affronter la répression grandissante.

Au moment où nous écrivons, il semble que des moyens plus lourds se déploient contre la population, des tanks sont mobilisés ainsi que des brigades répressives étrangères (libanaises, pakistanaïses, afghanes). Les Kurdes s'emparent également de la question et revendiquant à cette occasion leur volonté d'autonomie, iels scandent que «*le Kurdistan sera le cimetière des fascistes*»<sup>4</sup>. La presse à la solde de L'État ne manque d'ailleurs pas de pointer du doigt «*les forces terroristes conservatrices*» qui manipuleraient la population, ainsi que «*les ennemis de l'Iran*» qui tirent les ficelles depuis l'Occident afin de déclencher «*une guerre civile*». De plus en plus d'observateur/trices en appellent à une solidarité plus concrète que quelques tweets, ou mèches de cheveux coupées en «*soutien*», depuis le confort de son salon parisien<sup>5</sup>.

Selon Chahla Chafiq, l'Iran est un laboratoire social pour l'ensemble du Moyen-Orient, mais aussi pour le monde entier. Certains gouvernements occidentaux n'éprouvent aucune honte à se targuer de soutenir les femmes iraniennes, tout en n'hésitant pas à s'attaquer aux droits des femmes les plus fondamentaux dans leur propre pays. A l'instar de l'Italie où Giorgia Meloni, au nom de positions ultra-traditionnelles et chrétiennes avec la devise «*Dieu, patrie, famille*», remet en cause entre autres le droit à l'IVG. Ou encore, comme en France, où les forces de l'ordre ont reçu l'ordre de gazer et matraquer une manifestation de solidarité avec les Iraniennes.

Ce qui se passe en ce moment est grave, des milliers de civil-es risquent leur vie, il est temps que les classes politiques et les dirigeants mondiaux s'opposent plus fermement au massacre en train de se dérouler en Iran.

Elisa Tossi  
Radio Zinzine



1. Sociologue iranienne exilée en France à la fin des années 1970. Elle est l'auteure entre autres de l'ouvrage *Le nouvel homme islamiste: la prison politique en Iran*, Éditions du Félin, 2002 et de *Le Rendez-vous iranien de Simone de Beauvoir*, Éditions iXe, 2019. On peut l'écouter sur Radio Zinzine dans *Iran, la colère de Chahla Chafiq* <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=7505>>.

Également sur Zinzine, *Comme un poisson sans bicyclette n°57 - Femmes sur tous les fronts* se penche sur les mobilisations en Iran, ainsi que sur leur récupération par «*les droites italiennes*» <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=7468>>.

2. Force paramilitaire fondée par l'ayatollah Khomeini afin de fournir des jeunes volontaires, majoritairement défavorisés et sans emploi, aux troupes d'élite dans la guerre Iran-Irak, les *bassidjis* sont actuellement une branche des gardiens de la révolution islamique chargés de la sécurité intérieure et extérieure de l'Iran.

3. Notamment les partisans du Mouvement vert, qui contestent la réélection de Mahmoud Ahmadinejad à la présidence du pays.

4. Il faut rappeler que Mahsa Amini était kurde, et que le slogan *Jin, Jiyan, Azadi* (Femme, vie, liberté) est un slogan féministe kurde.

5. De nombreuses actrices françaises ont posté sur les réseaux sociaux des vidéos en soutien aux Iraniennes où on les voit se couper quelques millimètres de cheveux.

# Derechos Sin Fronteras

**Fin octobre, début novembre, nous nous sommes réunies au Mas de Granier (près d'Arles) dans le département des Bouches-du-Rhône, pour tenir notre réunion semestrielle du Forum Civique Européen. Cette fois-ci, en plus de nos membres, des ami·es du SOC-SAT d'Almeria, du Codetras, du collectif *Derechos Sin Fronteras* (DSF) et de *Sezonieri* ont été invité·es à faire connaissance et à échanger leurs points de vue.**

C'était notamment l'occasion pour les membres du collectif DSF, auquel participent certains membres du Codetras, de présenter la permanence juridique mise en place à Beaucaire, il y a environ un an. L'occasion aussi de demander des conseils aux ami·es du SOC en matière de soutien aux saisonnier·es agricoles. Le SOC a en effet une expérience de plus de vingt ans dans ce domaine, et la situation dans les Bouches-du-Rhône, dans le sud de la France, ressemble de plus en plus à celle de la mer de plastique d'Andalousie. Voici un aperçu de la naissance et des activités de la permanence juridique.

*Derechos Sin Fronteras* est un collectif constitué d'une quinzaine de personnes, travailleuses agricoles saisonnières et personnes militantes, qui s'organisent pour assurer une permanence juridique hebdomadaire à Beaucaire, petite ville du Gard, au cœur d'une région agricole où l'exploitation des humains comme des terres fait rage.

## Le contexte à Beaucaire

A partir des années 2000, l'agriculture française commence à recourir à des travailleur·euses détaché·es notamment par le biais de prestataires espagnols et particulièrement pendant la haute saison agricole, d'avril à septembre. Une partie de cette main-d'œuvre d'origine latino-américaine s'installe progressivement dans les départements du Languedoc-Roussillon, dans le Vaucluse et les Bouches-du-Rhône, après l'obtention de la double nationalité espagnole qui lui donne la possibilité de se faire embaucher directement

par les employeur·euses français·es. Dans le Gard, du fait de sa situation géographique stratégique au regard de l'emploi agricole et de son centre-ville peu onéreux, la ville de Beaucaire devient la principale ville d'ancrage des travailleur·euses agricoles d'origine sud-américaine. Cette concentration de travailleur·euses constitue un vivier de main-d'œuvre disponible pour les besoins saisonniers des exploitations maraîchères, horticoles, viticoles, ou encore pour les stations de conditionnement des fruits et légumes dans un rayon assez étendu. Elle permet en outre pour les employeur·euses de déléguer l'organisation du logement, du recrutement et du transport aux propres travailleur·euses et qu'un afflux continu de main-d'œuvre venant d'Espagne soit garanti.

Tout en étant embauché·es via des contrats de travail français, impliquant l'ouverture de droits sociaux en France, beaucoup de ces travailleur·euses naturalisé·es espagnol·es ont vu leurs droits violés du fait de l'incapacité, voire du refus des administrations à accompagner ces nouveaux/elles arrivant·es. La barrière de la langue rend toute réclamation quasiment impossible, et de nombreuses entreprises profitent de cette grande difficulté de connaissances et d'accès aux droits pour exploiter les travailleur·euses en toute impunité.

Alors que la présence de la communauté sud-américaine est de plus en plus visible dans la région, les manifestations de racisme, sous différentes formes et dans toutes les sphères institutionnelles et sociales ont fortement augmenté. Le maire d'extrême

droite de Beaucaire a en particulier pris des mesures contre la communauté latino-américaine, telles qu'une surveillance accrue des lieux de rencontres sportives et festives de la communauté équatorienne (les *canchas*) et la fermeture d'établissements latino-américains, justifiée par une «*lutte contre les incivilités*». D'autre part, nous avons constaté une augmentation des manifestations de racisme contre la communauté latino-américaine sur les réseaux sociaux locaux.

## La naissance de la permanence

Ces dernières années, des rencontres avec des travailleur·euses sur les lieux d'exploitations agricoles, les *canchas* ou dans les rues de Beaucaire, ont mis en lumière un besoin criant d'accès à l'information et aux droits, un peu partout dans la région (Bouches-du-Rhône, Gard, Vaucluse...). À la rentrée 2021, après de longues et vaines recherches, une association de travailleur·euses équatorien·nes, *Latinos Sin Fronteras* (LSF), a finalement eu accès à un local, mis à disposition par des particulier·es, dans le centre-ville de Beaucaire. L'accès à cet espace a permis à l'association de mettre en place des cours de français, les soirs de semaine, et que puisse s'envisager l'organisation d'une permanence juridique tous les samedis. Un collectif de personnes, dont certaines travailleuses agricoles, membres de LSF, ou du Codetras, s'est alors constitué à l'automne 2021, autour du projet de la permanence juridique en langues espagnole et française.

## Une période d'autoformation

Le collectif *Derechos Sin Fronteras* rassemble des compétences en droit du travail, MSA, Pôle Emploi, droit syndical. Afin de partager le savoir au sein du collectif, nous avons mis en place des ateliers d'autoformation, à partir de nos connaissances en interne, mais également en faisant appel à des compétences extérieures, selon les besoins exprimés par les travailleur·euses du collectif. Avec l'appui d'une association de juristes marseillaise notamment, nous avons organisé plusieurs ateliers en droit des étranger·es, auxquels une quarantaine de personnes ont participé.

## Ouverture de la permanence

Au mois d'avril, la permanence a officiellement ouvert ses portes: tous les samedis, de 16h30 à 18h30, un groupe de taille variable, de salarié·es agricoles et de soutiens se réunit et reçoit en binôme des personnes qui viennent, par le bouche à oreille, solliciter la permanence pour des problèmes très variés. Les demandes sont multiples et montrent l'absence de tout soutien institutionnel, à Beaucaire et dans l'ensemble du département. Elles concernent principalement des questions relatives au droit du travail (accident du travail, heures non payées, travail dissimulé, maladies professionnelles), aux droits sociaux (sécurité sociale, chômage, accès au logement), au droit des étranger·es (regroupement familial et filial, régularisation), à la formation (scolarité, études), et à toutes sortes de démarches administratives rendues presque impossibles du fait de la non maîtrise de la langue (déclaration d'impôts, etc.).



Arrière-saison dans la mer de plastique en Provence, photo Amandine Poirson

## Une organisation collective en construction

Le fonctionnement de la permanence est relativement souple et évolue en fonction des situations rencontrées par les personnes concernées. Dès le début, il a été décidé que l'accueil de chaque personne serait assuré par des binômes franco-hispanophones. Une réunion à la fin de la permanence permet une mise en commun des situations vues le jour-même et de leurs résolutions, dans une perspective d'auto-formation. Les personnes venues demander conseil peuvent rejoindre ces temps de résolutions collectives de manière à être ensuite en capacité d'aider les autres. Ce mode d'organisation nous semble répondre à un des objectifs principaux de la permanence, à savoir contribuer à la diffusion de la connaissance et à l'exercice des droits des travailleur·euses. La rédaction tournante des comptes-rendus bilingues de chaque réunion transmis à l'ensemble des membres de la permanence, ainsi qu'une transmission de préférence téléphonique à la personne concernée permet d'assurer le suivi des situations. Pour accompagner ce travail et informer les travailleur·euses, des fiches juridiques (synthétiques ou détaillées) ont été élaborées concernant l'accès aux droits sociaux: droit à la retraite, accident du travail, couverture maladie, droit des étranger·es ...

La spécificité et singularité de chaque histoire et «trajet» migratoire (entre «pays d'origine», Espagne et France) impose souvent un accompagnement extra permanence, en semaine, par des échanges (écrits ou oraux) avec les divers organismes sociaux, éducatifs, acteurs médicaux, employeurs économiques, inspecteur/trices... Certaines situations sont orientées vers les quelques professionnel·les volontaires de la permanence. Enfin, une réunion mensuelle de l'ensemble de l'équipe permet d'aborder les questions d'organisation et de fond, comme les suivis à long terme. Cependant dernièrement, la réponse aux besoins urgents a eu tendance à prendre le dessus sur les temps d'organisation et de réflexion collective.

## Quels sont nos objectifs?

La constitution d'un collectif formé à la fois de personnes militantes et/ou travailleuses agricoles naît de la volonté et des besoins exprimés par ces dernier·es de s'organiser ensemble pour améliorer leurs conditions de travail et d'installation en France. Via l'expérimentation collective, nous cherchons à mettre en place des pratiques et des stratégies de défense des droits des travailleur·euses agricoles. Petit à petit se forme une communauté, des liens forts qui, on l'espère, serviront de base pour les actions collectives à venir. C'est du moins le pari qui est fait. A long terme, nous souhaitons contribuer à l'émergence de formes de syndicalisme dans le secteur agricole adaptées au contexte de travail.

## Vers où voulons-nous aller?

Nous voulons que la permanence puisse représenter un lieu ressource pour tous/tes les travailleur·euses en situation d'exploitation, quelle que soit leur situation administrative. Nous souhaitons notamment qu'elle soit accessible aux travailleur·euses détaché·es, hé-

bergé·es sur des exploitations éloignées du centre de Beaucaire, et sans accès à un moyen de transport. Nous envisageons donc de créer une permanence téléphonique et d'organiser des points de rencontre réguliers, notamment sur les parkings des supermarchés où sont conduit·es les travailleur·euses par leur responsable hiérarchique, une fois par semaine. Nous souhaitons à terme que la permanence puisse se concentrer sur les questions de droit

(travail, séjour) et soutenir des formes de lutte collective. Nous souhaitons également participer à la construction d'un réseau européen relatif au droit du travail, regroupant groupes de soutien, syndicats et institutions concernées (inspection du travail, Sécurité sociale dans le secteur agricole ...) et particulièrement entre la France et l'Espagne.

Amandine, Janeth, Béa et Alice  
*Derechos Sin Fronteras*

## ITALIE

# La botte noire: élections italiennes

**Cet article est le fruit de rencontres et d'entretiens que j'ai pu faire en Italie au lendemain des élections. On peut y trouver la déception, les craintes et le désenchantement des électeurs et électrices face à une politique incapable de donner des réponses aux problématiques urgentes d'un pays en crise, proie facile du populisme «post»-fasciste. Il faut rappeler qu'en 1996, la jeune Giorgia Meloni affirmait: «Je crois que Mussolini était un bon politicien. C'est-à-dire que tout ce qu'il a fait, il l'a fait pour l'Italie. Et on ne retrouve pas ça chez les politiciens qu'on a eus au cours des 50 dernières années.»**

Les résultats des élections italiennes ont pratiquement honoré les pronostics de la veille. On a assisté à la victoire indiscutable de Fratelli d'Italia, parti d'extrême droite, qui a obtenu 26% des voix, un score qui marque la victoire écrasante de la coalition de centre-droit, (dont faisaient aussi partie Forza Italia de Berlusconi et la Lega de Salvini), qui arrive à 44%. Par la même occasion, on a assisté à la défaite de la gauche, notamment du Parti Démocratique, qui a réussi à grignoter tant bien que mal 19% des suffrages. Face à un tel résultat, il est urgent de mieux comprendre les raisons derrière ces chiffres.

Il est certainement impressionnant de voir le parti le plus à droite de l'hémicycle devenir premier parti en Italie, mais il ne faut pas oublier que Fratelli d'Italia (FI), Giorgia Meloni en tête, était le seul parti d'opposition dans le gouvernement précédent présidé par Mario Draghi. Ce fait a certainement joué en sa faveur car, aux yeux des électeurs et électrices, FI incarne aujourd'hui le parti de la «rupture» par rapport à l'establishment.

Les derniers temps, l'exécutif du gouvernement Draghi n'a pas été populaire: il a dû gérer la problématique délicate de la pandémie. Mais le fait encore plus grave aux yeux de l'électorat a été celui de la crise énergétique qui a amené une incroyable augmentation des factures de gaz et d'électricité pour les foyers et les activités commerciales. On peut dire que la population italienne s'est sentie abandonnée, puisqu'aucune mesure n'a été envisagée pour soulager cette crise. G. Meloni, qui s'est toujours tenue tranquille dans son coin à l'opposition, est perçue aujourd'hui comme le seul élément de discontinuité avec le gouvernement précédent. Cela récompense certainement Fratelli d'Italia, mais punit en partie les deux autres partis de la coalition de centre-droite, Forza Italia et la Lega qui eux, par contre, faisaient partie du gouvernement Draghi et ont donc obtenu des scores en dessous de toute attente.

Dans la relecture des résultats électoraux, il ne faut pas oublier une donnée fondamentale: le premier parti italien est en réalité celui de l'abstention (64%). Depuis une cinquantaine d'années, le rapport entre l'électorat et la classe politique italienne n'a pas cessé de se détériorer, car la grande majorité de la population ne se sent plus représentée par quelque parti politique que ce soit. Cet éloignement porte à un taux d'abstentionnisme très élevé qui, cette année, a encore augmenté de 10%.

Il ne faut pas oublier non plus les erreurs stratégiques de la gauche, du Parti Démocratique en particulier qui, lors de ces dernières élections, s'est trompé sur toute la ligne. La loi électorale italienne, une loi complexe et assez tordue, récompense la coalition gagnante. Il est donc évident qu'il faut arriver aux élections en faisant partie d'une coalition forte, chose que le PD n'a pas su faire. Il aurait dû créer une coalition avec le Mouvement 5 étoiles mais, puisque ce dernier avait provoqué la chute du gouvernement Draghi, il était impossible de l'envisager. La fracture entre le PD et le M5E paraissait impossible à ressouder. Le PD s'est donc présenté aux élections non pas tout seul mais avec deux autres petits partis, tandis que le M5E s'est présenté tout seul (en devenant, contre toute attente, la troisième force politique du pays).

Le Parti Démocratique a aussi mené une très mauvaise campagne électorale qui tournait autour de la peur du retour du fascisme et des risques d'une dérive dictatoriale. Certes, il ne s'agit pas d'une peur sans fondement, mais il y a eu un manque total de propositions en réponse aux problèmes pratiques et urgents de la population, qui ont été complètement ignorés.

Avec tous ces discours imprégnés d'histoire et d'idéologie, il ne s'est certainement pas rapproché des électeurs et électrices et de leurs inquiétudes. Depuis longtemps déjà, il y a cette crise dans les rapports entre le PD et la population: celle du rapport d'un parti avec sa propre base. Le PD est désormais perçu



Siege du Parti fasciste italien sous Mussolini, 1934

comme un parti lié aux grands systèmes bancaires, à la grande industrie. Il parle de moins en moins des problèmes des travailleuses, du marché du travail, des problèmes quotidiens de la population italienne. Entre parenthèses, il faut dire que cette erreur macroscopique du PD a été, au contraire, la clé du succès du M5E lors de ces élections. Le M5E a proposé un programme avec des points très simples mais très concrets, très «de gauche», pour ainsi dire. Il a proposé de maintenir le revenu universel, l'introduction d'un salaire minimum, la lutte contre la précarisation du travail, et même la réduction des heures de travail. Mais ça c'est une autre histoire.

Il est plus urgent de se demander quels seront les premiers pas du nouveau gouvernement. Tout au début, il voudra certainement donner la preuve qu'il est réellement un élément de discontinuité par rapport à tous les gouvernements précédents. Il voudra marquer son identité en faisant quelque chose de «vraiment de droite». Comme le dit Gianfranco Schiavone, vice-président de l'Association d'Études Juridiques sur l'Immigration en Italie, il est certain qu'il voudra, comme par le passé, créer un climat de division, d'hostilité sociale envers les migrant·es en général. Il agira sur deux fronts: le premier sera d'empêcher les opérations de secours en mer. Il s'acharnera contre les ONG, bien qu'à ce propos, la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) soit déjà intervenue pour clarifier le fait que les opérations de secours sont parfaitement légales, même quand il s'agit de sauvetages par des bateaux commerciaux ou de plaisance dont ce n'est pas la vocation.

La deuxième ligne d'intervention sera de réduire, voire de supprimer, «la protection spéciale» celle qui a remplacé la «protection humanitaire». Cette protection pourrait être l'objet d'une tentative de démolition par ce gouvernement dont la politique est constamment à la recherche de nouveaux sujets à «clandestiniser». Le programme électoral de la coalition de droite sur le thème de la migration était d'ailleurs un bric-à-brac de propositions assez violentes comme par exemple la tentative d'empêcher l'accès au territoire italien, la limitation des droits, la protection

des frontières. Le langage utilisé était, comme d'habitude, un langage guerrier. Il s'agit des effets d'une politique qui se nourrit d'insécurité sous couvert de lutter pour la sécurité.

Parallèlement à cette volonté de s'identifier comme étant un gouvernement de droite,

il y aura aussi une volonté de tranquilliser l'Europe, car Fratelli d'Italia sait très bien être mal vu de nombreuses chancelleries. Il faudra donc tenter de normaliser les rapports avec l'Europe, la France et l'Allemagne notamment, pour ne pas risquer d'être poussé en marge avec la Pologne et la Hongrie qui sont désormais les pays dont la forme de gouvernement s'apparente le plus à celle qui vient de s'affirmer en Italie.

Le parti d'extrême droite proposera aussi une réforme constitutionnelle qui pourrait transformer l'Italie en République présidentielle, un débat qui sera certainement houleux puisque les Italien·nes sont très attaché·es à leur Constitution, fruit de la Résistance. Mais ce thème mérite un article à part entière.

Pour l'instant, il nous reste à espérer que ce gouvernement ne fera pas long feu.

Un vent hostile depuis l'Europe et des relations internes tendues comme celle entre Giorgia Meloni et Matteo Salvini pourraient bien l'empêcher d'arriver à la fin de son mandat de 5 ans, une constante italienne qui pourrait limiter les dégâts d'une politique odieuse.

Qui interviendra en cas de chute, et comment, reste malheureusement une question sans réponse. L'horizon est noir et ce n'est pas, hélas, une simple métaphore.

Barbara Vecchio  
Membre FCE - France

## KIOSQUE

# Réappropriation

**L'histoire du capitalisme industriel est celle de la destruction de l'autonomie collective et individuelle. Bertrand Louart, menuisier-ébéniste dans le collectif autogéré de Longo maï, déconstruit «les illusions progressistes reposant sur la foi qu'une amélioration de la condition humaine résulte nécessairement des avancées scientifiques et techniques, du développement économique et industriels». Il propose une perspective politique en défendant la voie d'une réappropriation des arts et métiers, d'une reprise en main de nos conditions d'existence, «pour sortir de l'impasse où nous enfonce la société capitaliste et industrielle».**

Constatant qu'aujourd'hui, les mouvements sociaux comme les associations non-gouvernementales limitent leurs revendications à la recherche d'un compromis et à la demande d'une protection de la part de l'État, préservant ainsi le statu quo, il pointe l'impuissance à critiquer la société industrielle du fait de notre dépendance complète à celle-ci. Si le mouvement des Gilets jaunes a révélé l'absence d'une force sociale capable de résister à la modernisation, il a également mis en lumière qu'aucune délégation de pouvoir n'est capable de résoudre les problèmes réels et que les peuples doivent reprendre leur destin en main. «Il est nécessaire non seulement d'occuper le terrain, mais aussi de construire de quoi y demeurer».

Bertrand Louart rappelle comment, avec l'avènement du capitalisme industriel, la subsistance de la société est passée des «mains collectives» des classes populaires aux «mains privées» d'une nouvelle classe dominante: la bourgeoisie commerçante, industrielle et financière, qui détient les moyens de produc-

tion. S'il bénéficie de nouvelles libertés, l'individu a perdu en autonomie. Les communs ont été, tout d'abord, clôturés, la propriété privée, au sens moderne, inventée. Ceci n'a pas été imposé sans résistance, émeutes et insurrections pour défendre ce que l'historien Edward P. Thompson a nommé «économie morale»: la nouvelle organisation dans les fabriques signifiait l'entrée dans un état de dépendance et l'obligation de se vendre pour devoir tout acheter.

«La promesse d'amélioration économique réalisée à marche forcée se fait au détriment de l'habitation populaire et au prix d'une dislocation de la vie sociale».

À la connaissance empirique des matériaux, des techniques et des savoir-faire que les classes laborieuses mettaient en œuvre, a succédé la connaissance scientifique, en grande partie «héritière de la religion chrétienne», en ce qu'elle dévalorise tout autant la perception humaine.

«La méthode scientifique définit un rapport de domination avec la nature, dans la pers-

pective d'en exploiter les ressources et potentialités, de s'appropriier sa productivité et sa puissance.»

Les classes supérieures comprennent que grâce à la science moderne, «la puissance matérielle peut devenir un instrument de pouvoir politique». Avec Les Lumières, connaissances scientifiques et techniques doivent apporter l'émancipation politique et sociale, sous une forme idéaliste et individuelle, indépendamment du contexte historique, culturel et social. L'usage des machines est resté limité depuis l'Antiquité, la main-d'œuvre étant abondante. Sa diffusion au XIXe siècle a contribué à modeler l'ensemble de la société. Il fallut inculquer aux ouvrier·es la discipline du travail industriel, rythmée par le temps abstrait de l'horloge. Ceux-ci, habitué·es à la «culture du suffisant», furent poussé·es à l'endettement qui les contraignit à l'assiduité au travail.

L'historien suédois Andreas Malm a montré comment le charbon s'est imposé pour des considérations avant tout politiques: celui-ci pouvait être facilement transporté vers les villes où les entrepreneurs trouvaient plus facilement des travailleur·euses qu'à la campagne. «Le politologue britannique Timothy Mitchell analyse la transition énergétique vers le pétrole comme un moyen de saper le mouvement ouvrier et d'établir un ordre international favorable aux grandes puissances coloniales et industrielles.» Quant à l'industrie nucléaire, elle symbolise «le pouvoir de la technocratie sur la société». Cet exposé historique est bien entendu plus développé et mériterait d'être retranscrit intégralement tant il fourmille d'informations et de réflexions. Par exemple, on apprend que, pendant près de 30 ans au début du XXe siècle, le canton des Grisons, suite à un référendum d'initiative populaire, interdit la voiture individuelle! (...)

L'auteur explique ensuite comment le développement des machines a privilégié «la puissance au détriment du rendement», comment les sociétés capitalistes et industrielles se sont orientées vers l'acquisition de plus de puissance plutôt que vers la subsistance.

«La guerre économique n'est d'ailleurs rien d'autre qu'une guerre contre la subsistance autonome, qui détruit et dévalorise tout ce qui permet de se passer de la marchandise et de l'argent.»

«À l'opposé de l'économie morale des sociétés de subsistance, qui redistribuaient l'abondance relative, l'économie politique du capitalisme repose sur la contrainte structurelle de la rareté engendrée par la dépossession de nos moyens de production et d'existence.»

La promesse que le progrès nous délivrera du labeur et de la douleur, est «un des ressorts de l'adhésion des exécutants et des dominés».

De la même façon, Bertrand Louart retrace la généalogie de la critique du capitalisme, depuis les deux conceptions du socialisme: marxiste et productiviste, anarchiste et coopératif. Il dénonce les imaginaires de certain·es intellectuel·les contemporain·es, imprégnés d'industrialisme: le «léninisme écologique» d'Andreas Malm, la révolution planifiée d'en haut de Frédéric Lordon. Il soutient que «le pouvoir politique, c'est-à-dire l'appareil d'État, est dépendant de la puissance matérielle, économique et technologique, issue de l'industrie, et ne peut s'exercer que dans la

direction de sa conservation et de son accroissement».

La complexité des instruments et la spécialisation des savoirs nécessitent une division des tâches dont la démesure engendre «l'inconscience quant aux déterminations» et «l'irresponsabilité quant à leurs conséquences». La société capitaliste et industrielle exerce un chantage à la démesure dans le sens où les problèmes qu'elle provoque devraient recevoir des «solutions globales», conçues et mises en œuvre par les États, les grandes entreprises, les scientifiques et les experts. Cependant, ceux-ci prônent plutôt l'adaptation et la fuite en avant par l'innovation technologique: «ces organisations ne peuvent pas s'en prendre à la racine des maux qu'elles prétendent combattre, car cela les amènerait inévitablement à s'en prendre aux fondements de 'la liberté du commerce et de l'industrie' qui constituent la base de leur puissance matérielle et de leur pouvoir politique; elles peuvent seulement aménager le désastre et gérer les nuisances.»

Bertrand Louart propose au contraire d'établir un véritable rapport de force en faveur d'un changement social profond et radical, en s'inspirant de la révolution anarchiste espagnole de 1936-1937: pour sortir de l'impasse, l'émancipation sociale générale doit partir du terrain de la vie quotidienne.

Considérant que le progrès n'est que «la dynamique d'extension indéfinie du règne de l'argent, la colonisation de notre existence par les marchandises», qu'il est puissant car fonde sa dynamique sur notre participation volontaire ou contrainte, intégrant notre activité autonome en détruisant les conditions-mêmes de notre autonomie, il le désigne comme «le premier obstacle à une tentative d'analyse critique et d'émancipation». Il défend et réhabilite les pratiques de subsistance, c'est-à-dire la capacité de «subvenir par soi-même autant que collectivement à ses propres besoins élémentaires, comme point de départ pour lutter contre l'envahissement de tous les aspects de la vie par les marchandises».

«La dissidence doit s'organiser: conférer un contenu politique à ses diverses activités et, sur cette base, inviter tou·tes celles et ceux qui souhaitent désertir le monde tel qu'il ne va pas.» La réappropriation de la subsistance débute par le partage et la mutualisation des pratiques et des outils, la création d'un rapport de forces local, par l'occupation de lieux, la négociation de leur usage, l'expression publique de la volonté collective d'expérimenter autre chose. Par la réappropriation des sciences, des arts et des métiers, il compte favoriser la réunion des trois sphères de l'activité humaine, identifiées par Hannah Arendt: le travail de notre corps, l'œuvre de

nos mains et l'action politique.

«Ce que les sociétés de subsistance faisaient spontanément, du fait de leurs moyens limités, la démarche de réappropriation doit s'efforcer de le faire en conscience, non pour établir des seuils ou des limites à ne pas dépasser – comme le préconisent certains écologistes réactionnaires –, mais plutôt pour atteindre une sorte d'équilibre dynamique ou de 'juste proportion' susceptible de préserver la liberté de chacun·e et l'autonomie de tou·tes.»

Là aussi, l'analyse est infiniment plus complexe que ce que nous pouvons en rapporter.

Afin d'illustrer cet exposé théorique, l'auteur revient ensuite longuement sur son parcours, ses choix et ses pratiques. Destiné à des études scientifiques, il est très tôt ébranlé dans ses convictions par différentes lectures et rencontres, et va participer à la rédaction de brochures de critique sociale, à la préparation et la réalisation d'actions de contestation, puis s'orienter vers la menuiserie et l'ébénisterie.

Bouffée d'espoir parmi l'avalanche de résignation, cet ouvrage précieux, publié par une des maisons d'édition les plus inspirantes du moment, contribuera assurément à nourrir des perspectives et motiver des bifurcations. Aussi dense et synthétique qu'indispensable!

L'auteur anime également l'émission techno-critique Racine de Moins Un sur Radio Zinzine.

Ernest London, bibliothécaire-armurier, Site Bibliothèque Fahrenheit, 26 août 2022\*

\* <https://bibliothequefahrenheit.blogspot.com/2022/08/reappropriation.html>

Article publié dans l'hebdomadaire de Radio Zinzine, l'Ire des chénaies No 931 du 12 octobre 2022.

Réappropriation  
Jalons pour sortir de l'impasse industrielle  
Bertrand Louart  
168 pages – 15 euros  
Éditions La Lenteur, Saint-Michel-de-Vax, avril 2022.

